

Haïti : «Lekol pou yo tou» poursuit sa mission

Installé sur le campus de Bolosse, dans le Sud-Est de Port-au-Prince, depuis 1956, le Collège évangélique Maranatha a dû quitter ses locaux face à la violence des gangs. Il accueille désormais les élèves dans des bâtiments édifiés dans un autre quartier, sur des terrains achetés grâce à des dons. Le Collège Maranatha est membre de la FEPH, une fédération de 3000 écoles qui est partenaire de la Plateforme Haïti, dont fait partie le Défap.



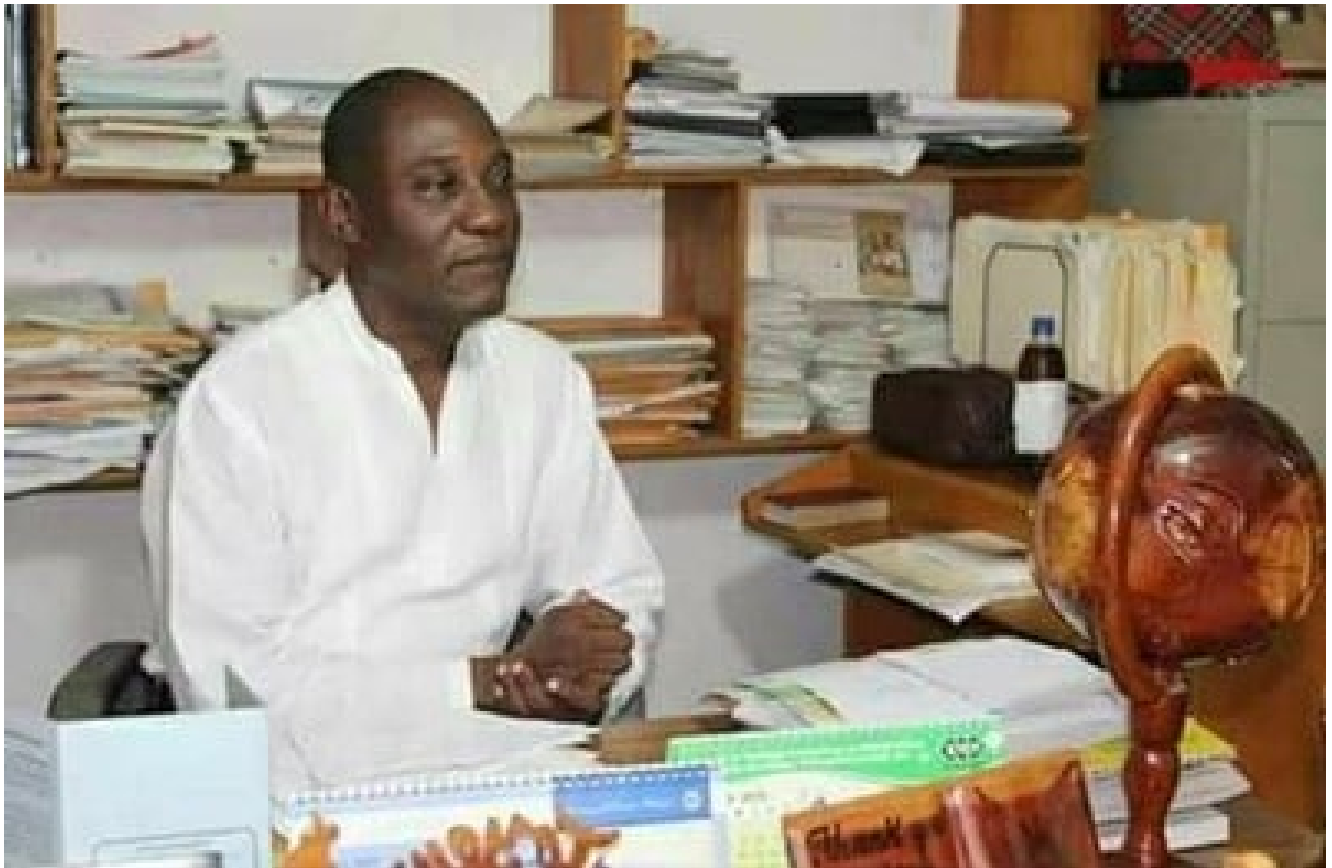
Le collège évangélique Maranatha © Mission Biblique

Le déménagement avait été préparé, des terrains acquis dans un autre quartier de Port-au-Prince pour y construire des bâtiments provisoires afin d'accueillir la section secondaire de l'école à la rentrée scolaire 2020-2021, le 16 novembre ; mais le départ du Collège évangélique Maranatha, forcé de quitter le campus de Bolosse, n'en a pas moins été un symbole

douloureusement ressenti. Cet établissement, membre de la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti, partenaire de la Plateforme Haïti, dont fait partie le Défap, était présent dans cette partie de la capitale haïtienne depuis 1956 ; mais la situation y était devenue intenable.

«Nous sommes entourés de cinq gangs armés qui s'affrontent régulièrement, à savoir Fort-Mercredi, Grand-Ravine, Ti-Bois, Baz Pilate et le Bicentenaire. Nous sommes en difficulté depuis le mois de mars. Lorsque ces groupes armés lancent les hostilités, le collège n'est pas épargné par les projectiles», a expliqué Armand Louis, directeur du Collège évangélique Maranatha, dans les colonnes du Nouvelliste, quotidien haïtien de référence. Et de même que l'école, le STEP (Séminaire théologique de Port-au-Prince), dépendant comme elle de l'UEBH (l'Union évangélique baptiste d'Haïti) a dû plier bagage : le STEP était présent pour sa part depuis 1942. Lors d'une conférence de presse, le Dr Jacques Louis, président de l'UEBH, a expliqué avec amertume : «Face à l'évolution de la situation dans la zone surtout ces derniers jours, l'UEBH se trouve dans l'obligation de stopper toutes ses activités sur le campus de Bolosse (...) Nos actions sociales dans la zone comme la clinique mobile, l'alphabétisation, le crédit, la construction et la réparation de logements dans la communauté sont aussi à l'arrêt. La situation qui se développe ne favorise pas la transformation de la vie, mais elle détruit des vies». Auparavant, une école catholique avait elle aussi été contrainte d'abandonner le quartier, laissé aux mains des gangs, et dont les accès ont été coupés par des blocs de béton placés sur les principales routes.

Les visites de partenaires étrangers bloquées



Le directeur du collège Maranatha, Armand Louis © Mission Biblique

Le Collège Maranatha était jusqu'alors implanté au Sud-Est de Port-au-Prince, dans un secteur boisé surplombant le quartier de Grande-Ravine, lieu gangréné par des gangs rackettant impunément la population. L'école entretenait ainsi un témoignage essentiel dans une partie très défavorisée de Port-au-Prince, tout en étant elle-même relativement épargnée par les gangs. Mais il y a trois ans presque jour pour jour, c'est l'école elle-même qui s'est retrouvée directement frappée par la violence lorsqu'une opération antigang de la police s'est transformée en fusillade, se traduisant par plusieurs morts au sein de l'équipe éducative et des élèves du Collège Maranatha ; quant au directeur, Armand Louis, il avait été rendu responsable par la police de l'échec de l'opération, et incarcéré ; incarcération à laquelle avait rapidement mis fin une mobilisation d'une large partie du protestantisme haïtien, avec le soutien du ministère de l'Education. Mais à la suite de ces violences, le Collège Maranatha avait subi un pillage en règle. Et dès lors, la tension était restée permanente :

une cérémonie de commémoration organisée un an plus tard, en présence d'élus et de représentants de partenaires étrangers, avait ainsi été interrompue par des actions de gangs visant le Collège Maranatha.

L'école pâtit en outre d'une dégradation de la situation sociale qui n'épargne aucun aspect de la vie quotidienne en Haïti ; car depuis le début des manifestations lancées pour réclamer le départ du président Jovenel Moïse suite au scandale Petrocaribe, le pays tout entier s'est enfoncé peu à peu dans une crise dont les opérations «Lockdown» (blocage de toutes les activités d'Haïti par des manifestants) n'étaient que la pointe émergée. Les pénuries se sont aggravées, touchant les biens les plus essentiels (nourriture, électricité, carburant), pendant qu'une inflation galopante faisait plonger une grande partie de la population dans la grande pauvreté, et que le niveau d'insécurité ne faisait que s'accroître. L'arrivée du Covid-19, même si le pays n'est pas parmi les plus touchés, n'a fait qu'accroître les difficultés et les inégalités. Une situation qui empêche, depuis de nombreux mois, les visites de partenaires étrangers : les missions prévues par le Défap dans ce pays sont ainsi suspendues.

Le Collège Maranatha reste un maillon essentiel



Une école d'Haïti après le passage de l'ouragan Matthew, dont la réhabilitation a été financée par le protestantisme français © Laura Casorio pour Défap

Et c'est justement dans un tel contexte que les écoles, comme le Collège Maranatha, ont un rôle crucial à jouer : car pour faire face aux multiples maux de la société haïtienne, qu'ils soient politiques, économiques, sociaux ou de santé, l'éducation est primordiale. Comme le souligne Laënnec Hurbon, docteur en sociologie à la Sorbonne, directeur de recherche honoraire au CNRS et membre fondateur de l'Université Quisqueya à Port-au-Prince, «avec un taux d'analphabétisme de 50% (...) le niveau de l'éducation formelle en Haïti est si bas qu'on peut difficilement parvenir à mettre le pays sur les rails du développement (...) Seules 10% des écoles sont publiques, triste record pour un État indépendant depuis plus de deux siècles. Dans le même temps, le secteur éducatif est gangrené par la corruption.» Selon les chiffres de la Banque

Mondiale, plus de 200.000 enfants ne sont pas scolarisés ; non seulement les écoles publiques sont une petite minorité, mais en outre le niveau général est tellement faible que moins de 5% d'une classe d'âge obtient le bac.

L'éducation, en Haïti, fait donc elle aussi partie des secteurs sinistrés. Et pourtant, comme le souligne Laënnec Hurbon, «un chemin existe pour le développement d'Haïti : il passe par la mise en place d'une éducation formelle de base identique pour tous les Haïtiens.» Précisément, face à ces lacunes éducatives, la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (dont fait partie le Collège évangélique Maranatha), revendique grâce à son réseau la scolarisation de 300.000 enfants, avec une qualité d'enseignement reconnue. Elle est soutenue directement par le Défap et fait aussi partie des partenaires privilégiés de la Plateforme Haïti, mise en place sous l'égide de la Fédération protestante de France et où le Défap se retrouve aux côtés de divers acteurs du protestantisme français impliqués dans ce pays, comme La Cause ou la Mission Biblique. Ainsi, après le passage destructeur de l'ouragan Matthew sur Haïti en 2016, trois écoles avaient été réhabilitées avec un financement direct de la fondation du protestantisme.

Au-delà du triste symbole que représente son déménagement forcé, le Collège évangélique Maranatha reste donc un maillon essentiel. Dans ses lettres de nouvelles, la Mission Biblique, membre de la Plateforme Haïti qui entretient les liens les plus réguliers avec l'école, se félicite ainsi des dons reçus qui ont permis d'acheter des terrains et de lancer les constructions nécessaires pour accueillir élèves et enseignants dans un autre lieu que le campus de Bolosse ; elle rappelle aussi qu'en dépit des difficultés, les objectifs de réussite de l'école ont été atteints à plus de 90% au cours de l'année scolaire 2019-2020.

Les protestants francophones libanais, minorité dans la minorité

Ils ne représentent qu'une fraction des 1% de protestants que compte la société libanaise ; leur histoire remonte pourtant à la moitié du XIXème siècle. Avec, très tôt, des liens forts avec les protestants de France. Retour sur l'histoire de l'Église protestante française de Beyrouth, seule église protestante d'expression francophone au Liban.



Membres de la paroisse protestante francophone de Beyrouth, en compagnie du pasteur Riess © Gérard Riess

Une communauté sans temple, mais bien vivante. C'est le paradoxe de l'EPFB, l'Église protestante française de Beyrouth, qui depuis plus de six ans, dépend pour ses réunions du Collège Protestant de la ville. Une «petite communauté mosaïque» comme la décrivait Christine Lacoste, l'épouse du pasteur Pierre Lacoste, envoyé du Défap auprès de cette Église jusqu'en 2019, et auquel a succédé le pasteur Gérard Riess comme pasteur intérimaire bénévole. Elle a connu ces dernières années une croissance permise par son témoignage auprès des employés de maison – souvent des jeunes femmes malgaches, venues en quête d'un moyen de subvenir aux besoins de leur famille restée au pays, et qui sont désormais nombreuses aux cultes de l'EPFB, aux côtés de la communauté francophone protestante de Beyrouth ou de paroissiens d'autres origines.

Au Liban où le protestantisme, surtout lié aux missions américaines, représente environ 1% de la population, le protestantisme français apparaît comme une minorité dans la minorité. Et pourtant, voilà plus d'un siècle et demi que le protestantisme francophone est installé au Liban. Plus précisément depuis le 23 novembre 1856, date du premier culte protestant de langue française jamais organisé au Moyen-Orient. L'histoire de la paroisse protestante de Beyrouth a retenu qu'il avait, grâce à une certaine concorde alors en vigueur en Europe, été présidé par un pasteur allemand parfaitement bilingue... Concorde que la Première Guerre mondiale avait fait voler en éclats. La guerre finie, en 1919, le Traité de Versailles, principalement dans son article 438, avait dès lors défini dans quelles conditions les biens appartenant à des missions religieuses chrétiennes allemandes devaient revenir à des missions religieuses des États alliés ayant les mêmes croyances.

Le tournant des années 2000

Le protestantisme en France, essentiellement tourné vers les terres d'Afrique, n'était pas particulièrement préparé à

assumer cette nouvelle responsabilité. La Fédération protestante de France avait toutefois, après des hésitations, choisi d'assumer cette tâche sous l'impulsion d'hommes comme le pasteur Jean Bianquis et son fils Philippe, professeur à l'université américaine à Beyrouth. De cette période datent donc les liens privilégiés entre les protestants de France et la communauté protestante francophone de Beyrouth. Il faudra encore attendre le printemps 1926 pour qu'une mission conduite par le sénateur Eccard séjourne au Liban accompagné de Jean Bianquis (ancien directeur de la Société des missions évangéliques de Paris – désormais le Défap) et de Mlle Puech, infirmière, pour prendre en charge l'héritage de la mission allemande, composé essentiellement d'une église et d'un collège de jeunes filles. Cette école devait par la suite devenir le Collège Protestant.

Longtemps la communauté est restée principalement composée d'expatriés ou de résidents français. Mais les années 2000 ont marqué un tournant avec l'arrivée de domestiques malgaches, souvent protestantes et francophones, pratiquement sans droits et sans aucune visibilité au sein de la société libanaise, et qui ont trouvé au sein de l'EPFB un refuge et un lieu où exister et exprimer leur foi.

Un projet immobilier toujours bloqué



Culte en période de crise sanitaire à Beyrouth © Gérard Riess

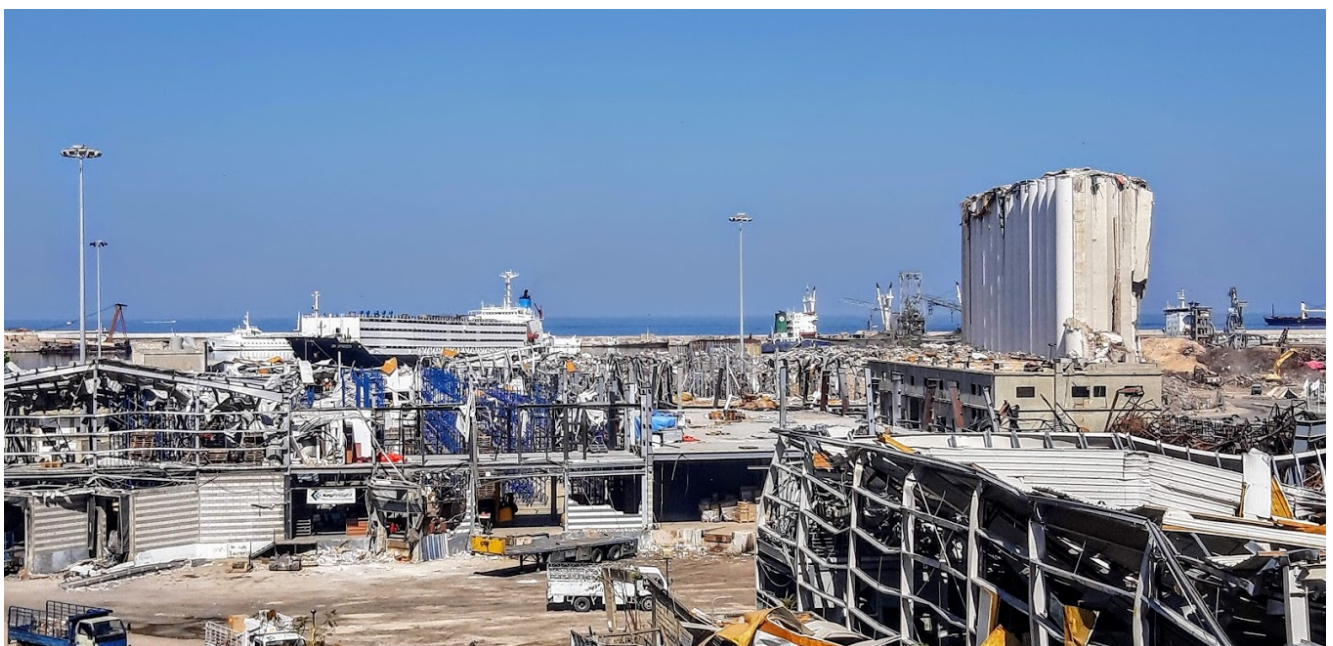
Un nouvel élan a été pris en août 2013 : suite au départ du pasteur Robert Sarkissian, présent depuis 1970, la FPF a dépêché une mission, comme jadis elle l'avait fait avec la mission exploratoire «Eccard-Bianquis-Puech». C'est sous son égide que cinq partenaires se sont engagés à encourager et à soutenir le témoignage protestant français au Levant : la Ceeffe (Commission des Églises protestantes d'expression française à l'extérieur), la FPF, le Défap, l'ACO (Action chrétienne en Orient), en lien avec l'APFB (Association Protestante Française de Beyrouth). Ce soutien s'est manifesté à travers l'envoi par le Défap du pasteur Pierre Lacoste, présent à Beyrouth de 2013 à 2019, et dont le pasteur Gérard Riess, en tant que pasteur intérimaire bénévole, a pris la suite de 2019 à 2020.

Mais la petite communauté de Beyrouth se trouve sans lieu de réunion depuis plus de six ans. Plus précisément depuis la démolition de son temple, qui aurait dû faire place à un bâtiment plus moderne et plus adapté. À l'origine, l'opération immobilière était destinée à assurer les frais de fonctionnement et l'avenir de l'Église protestante française

de Beyrouth, à travers la vente d'une partie du terrain de 4600 m2 du temple historique de la paroisse pour mettre en œuvre un projet entièrement neuf, combinant centre culturel et activités sociales et culturelles. Un organisme spécifique, la Fondation des Cèdres, a même été créé en décembre 2014 pour gérer le capital issu de cette opération immobilière et financer la construction du nouvel ensemble ; mais à ce jour, le projet reste bloqué.

Beyrouth : «On n'a pas de temple mais on est debout !»

Crise économique, financière, sanitaire : dans Beyrouth où l'on tarde à relever les ruines des explosions du 4 août, la petite communauté protestante francophone poursuit son témoignage et son action diaconale. Le pasteur Gérard Riess vient d'y passer plus d'un an. Il témoigne de «la force de l'accueil» de cette Église.



Le port de Beyrouth, détruit par l'explosion du 4 août 2020 ©

Deux réalités parallèles. D'un côté, celle des institutions : Saad Harari, de retour après avoir été chassé par la rue en octobre 2019, a promis pour sauver le Liban un gouvernement d'experts. Son crédit dans l'opinion publique reste très faible ; il y a un peu plus d'un an, des dizaines de milliers de manifestants, sunnites, chiites, chrétiens, druzes, s'étaient rassemblés dans tout le pays, de Tripoli à Saïda, d'Akkar jusqu'à Tyr, unis pour réclamer la chute du régime. Leur chant de ralliement, «Tous veut dire tous !», était une dénonciation d'un système politique confessionnel qui avait permis le blocage de la démocratie libanaise. Un fait sans précédent qui avait alors provoqué la démission de Saad Harari. Et le voilà de nouveau engagé dans des négociations pour former son quatrième gouvernement, profitant de ce même système confessionnel qui assure le poste de Premier ministre à un sunnite. L'économie est en plein naufrage, les caisses des banques sont vides, et l'un des principaux bras-de-fer qui agitent la classe politique, c'est l'audit de la banque centrale. Un audit jugé «indispensable» par Emmanuel Macron, un audit sans lequel les aides internationales resteront bloquées ; mais face à lui se dresse un mur : celui de la loi sur le secret bancaire de 1956, qui a permis de faire du Liban la «Suisse du Moyen-Orient». Le gouverneur de la banque centrale s'y accroche avec d'autant plus de vigueur que toute la corruption de la classe dirigeante libanaise, dont nul ne doute au Liban, risquerait d'éclater encore plus au grand jour.

Et il y a, de l'autre côté, la réalité du quotidien. Celle d'un pays meurtri, d'une capitale, Beyrouth, où les ruines des explosions du 4 août sont encore partout présentes. La silhouette éventrée du silo à grains du port, émergeant de ce qui ressemble à un champ de bataille, en reste le symbole repris par des photos publiées dans toute la presse

internationale. «Les explosions dans le port de Beyrouth du 4 août, qui ont tué plus de 300 personnes, blessé 6500 autres, et généré 300 000 sans abris, ont dévasté des quartiers entiers de la ville et beaucoup de bâtiments se retrouvent, à l'arrivée de l'hiver, sans toit ni fenêtres tandis que d'autres sont menacés d'écroulement, témoigne le pasteur Gérard Riess. Les Libanais vivent actuellement en mode survie : fatigue, découragement, énorme colère, sentiment de désolation, situation traumatique qui est à son paroxysme. «C'est pire que les 15 ans de guerre», me dit-on quelquefois...». Car les maux s'accumulent : aujourd'hui, le peuple libanais, «sauf quelques privilégiés étouffe et est en danger de mort, souligne Gérard Riess. Il étouffe face à une situation économique désastreuse (400% d'inflation, parité de la livre libanaise avec le dollars multipliée par 6, petite épargne des gens inaccessible, rayons des magasins qui se vident...). Il étouffe face une pauvreté endémique qui se répand (55% de la population sous le seuil de pauvreté). Il étouffe face aux injustices criantes, du fait de la corruption, du clientélisme, d'une gestion désastreuse et criminelle des affaires publiques.»

«Notre aventure libanaise restera une expérience marquante»

Le pasteur Gérard Riess vient de passer, avec son épouse Barbara, plus d'un an auprès de l'EPFB, l'Église protestante française de Beyrouth, comme pasteur intérimaire bénévole. Il y avait pris la suite du pasteur Pierre Lacoste, envoyé par le Défap en vertu d'un accord entre cinq partenaires unis pour encourager et soutenir le témoignage protestant français au Levant : la Ceepe (Commission des Églises protestantes d'expression française à l'extérieur), la FPF, l'ACO (Action chrétienne en Orient), le Défap, en lien avec l'APFB (Association Protestante Française de Beyrouth). Alors que Gérard et Barbara Riess se préparent au retour, fin 2020, ils

témoignent pourtant : *«notre aventure libanaise (...) restera assurément pour nous une expérience marquante dans notre parcours de vie, de foi et d'engagement au service de la communauté chrétienne.»*

Car la petite communauté protestante de Beyrouth est une communauté qui vit, engagée socialement, présente auprès de certains des plus fragiles de la société libanaise : les employées de maison. Une catégorie sociale particulièrement défavorisée dans le pays : il s'agit surtout de jeunes femmes, attirées au Liban du fait de sa relative accessibilité et de son mode de vie «occidentalisé» vanté par les agences de placement. Mais une fois sur place, elles sont soumises à un semi-esclavage, travaillant onze heures par jour, six jours voire sept par semaine, quasiment recluses chez leurs employeurs, le tout pour des salaires dérisoires... Beaucoup sont originaires d'Éthiopie, des Philippines ou du Bangladesh, mais il y a aussi des jeunes femmes francophones et protestantes venues principalement de Madagascar : elles sont 5000 environ parmi les 250.000 travailleuses domestiques présentes au Liban. Ce sont ces jeunes femmes que l'on retrouve désormais nombreuses aux cultes de l'EPFB, aux côtés de la communauté francophone protestante de Beyrouth ou de paroissiens d'autres origines – et l'Église se mobilise régulièrement pour elles.

La force inattendue d'une communauté sans cesse en train de renaître



*Membres de la paroisse protestante francophone de Beyrouth ©
Gérard Riess*

Dans un contexte de paupérisation galopante de la société libanaise, elles font vraiment partie des «pauvres parmi les pauvres», et la communauté protestante de Beyrouth est pour elles un lieu d'ancrage vital. «Malgré un protocole contraignant, nous faisons l'expérience de rencontres joyeuses, fraternelles, contagieuses de ferveur et de manifestations de reconnaissance, souligne le pasteur Riess. Plusieurs célébrations particulièrement belles nous restent en mémoire avec des démarches de foi touchantes (baptêmes, confirmations, Sainte Cène). «Elles ont soif d'être à table avec Jésus», me disait un membre du conseil en charge des candidates aux baptêmes et à la confirmation.» Parallèlement, «une action d'aide alimentaire initiée par la paroisse est en cours : 50 colis sont distribués chaque semaine à des familles sans ressources, proches de l'Église. Des aides ponctuelles pour des soins d'urgence, soutien à personnes vulnérables, aides au transport (taxi pour se rendre au culte) sont accordées régulièrement. Souvent une parole, prononcée par un membre du conseil paroissial, lors de notre entrée en fonction me revient en mémoire : «on n'a pas de temple mais on est debout !».

Car, oui, l'EPFB reste toujours privée de temple : un projet immobilier qui aurait dû voir le jour il y a déjà plusieurs années, et bloqué par d'interminables démarches administratives, a contraint l'Église de Beyrouth à chercher refuge au sein des murs du Collège Protestant. Elle s'est même retrouvée privée de lieu de réunion régulier, pour cause de durcissement des mesures sanitaires dues au Covid-19. Mais elle poursuit ses activités et son témoignage. Gérard Riess souligne *«l'entraide et la fraternité entre confessions chrétiennes, qui nous ouvrent les portes en nous accueillant chaleureusement.»*

«C'est une Église qui en fait n'a pas grand chose, résume le pasteur Riess, si ce n'est la force de l'accueil, le sourire de la fraternité, le souci de celles et ceux qui sont sans terre d'accueil (...) Paradoxalement c'est cette fragilité d'une situation précaire qui semble donner une force inattendue à cette communauté où l'on se dit quelquefois : «elle va disparaître» mais qui sans cesse est en train de renaître, grâce au courage d'être et au parti pris d'espérance de quelques-uns, que je qualifie volontiers d'«anawim» les pauvres de Dieu... ils n'ont rien, ils ne sont ni reconnus, ni pris en compte, rarement écoutés, mais ils jettent leur confiance en Dieu, le seul qui ne les abandonne pas, car il est Celui qui se penche en priorité vers les pauvres, les humbles, les délaissés.»

Gérard Riess, un an à l'EPFB

Originaire de la région de Strasbourg, Gérard Riess a été pasteur durant 35 ans dans l'UEPAL (Union des Églises Protestantes d'Alsace et de Lorraine). Avec Barbara, son épouse, ils ont 3 enfants et 3 petits-enfants. Il bénéficie du statut de pasteur retraité bénévole de l'EPUDF (Église protestante unie de France) pour avoir assuré plusieurs intérimis en Charente, Poitou, Bretagne... Sa motivation en

venant avec son épouse comme pasteur intérimaire bénévole durant une année à Beyrouth : faire Église ensemble, en apprenant à se déplacer vers l'autre dans nos différences vers l'appel de Dieu... et ainsi découvrir les multiples facettes et couleurs qui font la richesse et la diversité du peuple de Dieu.

Un séjour pour faire dialoguer les théologies

Venu en France en tant que boursier du Défap pour un travail de thèse sur la perception du ministère pastoral féminin au sein d'Églises congolaises, Robert Bahizire Byamungu a eu l'occasion de rencontrer des étudiants de la Faculté de théologie protestante de Strasbourg. Des rencontres riches de découvertes réciproques.



*Robert Bahizire Byamungu lors d'un entretien diffusé par RCF ©
Défap*

Robert Bahizire Byamungu est un des boursiers du Défap. Venu de République Démocratique du Congo, doctorant en théologie, il vient de passer une année et demie à Strasbourg dans le cadre de recherches pour sa thèse. Un séjour compliqué, et rallongé par la crise sanitaire due à la pandémie de Covid-19 ; et pourtant, un séjour riche, tant pour lui-même et pour l'avancée de son travail, que pour les enseignants et étudiants qu'il a eu l'occasion de rencontrer au sein de la Faculté de Théologie Protestante. Son travail de recherche porte sur le statut de la femme, et plus spécifiquement sur la question du ministère pastoral féminin ; un ministère qui n'est pas reconnu au sein de son Église, la Communauté Baptiste au Centre de l'Afrique (CBCA), qui fait, historiquement, partie des membres fondateurs de l'Église du Christ au Congo.

Rassemblant plus de 20 millions de membres, l'Église du Christ

au Congo est, pour les protestants de France, un partenaire de taille... et surtout, une institution représentant un protestantisme moins divers qu'il n'y paraît : l'ECC cumule les caractéristiques d'une Fédération et d'une Église. Elle réunit 95 communautés ecclésiales différentes (on préférera parler de «communautés» plutôt que «d'Églises» au sein de l'ECC), dont 70 sont présentes dans la seule ville de Kinshasa. Toutes les dénominations qui la composent se retrouvent lors d'un même synode. Et d'une communauté à l'autre, les théologies dialoguent, les liturgies se rapprochent. Les facultés de théologie jouent pour cela un grand rôle : entre les communautés baptiste, anglicane ou mennonite, on retrouvera des pasteurs qui ont fréquenté les mêmes universités et suivi les mêmes cours.

Le Défap travaille justement avec cinq universités protestantes en RDC, toutes membres du RUPA (le Réseau des Universités Protestantes d'Afrique), garant d'un bon niveau académique, et qui disposent chacune d'une faculté de théologie. Dans un pays aussi vaste que la RDC et où le fait religieux est aussi prégnant, ces universités présentent des promotions impressionnantes : 9000 étudiants pour l'Université Protestante du Congo à Kinshasa, dont 300 en théologie ; 3225 étudiants pour l'Université Évangélique en Afrique (Bukavu) dont 686 en théologie ; 3000 étudiants pour l'Université Libre des Pays des Grands Lacs à Goma, dont 380 en théologie... Au sein de ces facultés se rencontrent des élèves issus de communautés ecclésiales différentes, entretenant ainsi le dialogue œcuménique. Et parmi leurs responsables figurent souvent d'anciens boursiers du Défap.

Autant de caractéristiques, à la fois du protestantisme congolais et des universités protestantes avec lesquelles le Défap est en lien, qui expliquent la richesse et la vitalité des travaux de recherches théologiques dans ce pays ; de sorte que les échanges avec les protestants de France, que ce soit à l'occasion d'échanges de professeurs ou de séjours de

boursiers, peuvent se révéler aussi porteurs de découvertes pour les uns que pour les autres.



Robert Bahizire Byamungu durant son séjour de recherche en France © Défap

Dans quelles conditions êtes-vous venu faire des recherches en France ?

Robert Bahizire Byamungu : Je suis inscrit en thèse à l'Université Libre des Pays des Grands Lacs, à Goma, et je travaille sur la question de l'ordination des femmes, dans le contexte d'une Église où le ministère pastoral féminin n'est pas reconnu. J'ai demandé à venir poursuivre mes recherches en France, non seulement pour avoir accès à des bibliothèques disposant d'une documentation plus riche, mais aussi pour être en contact avec des enseignants, des responsables d'Églises dans lesquelles des femmes exercent le ministère pastoral... Je comptais aussi rencontrer des pasteures pour discuter avec elles de leur expérience, de leur engagement, et même m'entretenir avec des paroissiens... J'ai obtenu du Défap une

bourse pour un séjour de recherche de neuf mois. Je suis arrivé en octobre 2019. J'aurais dû repartir en juin, mais la situation sanitaire et le confinement ont quelque peu bousculé mon programme.

Depuis combien de temps travaillez-vous sur ce thème ?

Robert Bahizire Byamungu : J'ai commencé à y travailler lors de mon mémoire de DEA ; j'avais alors étudié le cas d'une seule Église. Pour ma thèse, j'en aborde deux : l'Église baptiste et l'Église pentecôtiste, qui ont été parmi les premières Églises protestantes à s'implanter dans cette région d'Afrique. Toutes deux permettent aux femmes de se former à la théologie, et même de l'enseigner : on trouve ainsi une femme à la tête d'une faculté de théologie, une autre qui est vice-recteur d'université... Dès lors, on peut se demander pourquoi les étudiants qui ont suivi leurs cours, une fois devenus pasteurs, restent aussi réticents à reconnaître le ministère pastoral féminin.

Que vous a apporté votre séjour en France ?

Robert Bahizire Byamungu : Il a été très enrichissant, à plusieurs niveaux : par la possibilité qu'il m'a offert de travailler avec des bibliothèques disposant d'informations récentes ou de documents qui, même anciens, n'auraient pas été disponibles à Goma ; par les contacts humains qu'il a rendus possibles ; ainsi que par les échanges avec d'éminents professeurs qui ont orienté mes recherches. Ce séjour a fait évoluer significativement ma démarche et mon travail.

Parallèlement, j'ai eu l'occasion d'intervenir devant des étudiants à Strasbourg sur le thème du christianisme en Afrique. Et à cette occasion, le professeur [Jérôme Cottin](#), qui suit mes travaux, m'a dit que sa propre vision de la théologie africaine avait évolué, qu'il avait véritablement pris conscience de son développement et de sa richesse. Il a estimé que renforcer les contacts avec des théologiens d'Afrique

serait très utile pour ses étudiants.

En quoi les théologies africaines et européennes se distinguent-elles aujourd'hui ?

Robert Bahizire Byamungu : Les théologies européennes se sont construites sur plusieurs siècles. Les théologies africaines, par comparaison, sont beaucoup plus récentes : elles ont commencé à se développer après la période des indépendances, et elles sont en pleine évolution. Par ailleurs, elles sont riches de toute la diversité des cultures africaines : même si elles partagent un fonds commun, typiquement africain, les approches d'un Tanzanien, d'un Congolais ou d'un Camerounais seront à chaque fois influencées par leur propre contexte culturel. Les théologies africaines sont avant tout des théologies contextuelles.

Retrouvez ci-dessous l'interview de Robert Bahizire Byamungu sur RCF, diffusée le 23 octobre 2020 :

Un fonds de solidarité Covid-19

Si les milieux des Églises ont su trouver des moyens de s'adapter au contexte de la crise sanitaire, maintenir les relations par-delà les frontières reste un défi. L'imagination et les capacités d'adaptation ne suffisent pas toujours. Car pour maintenir les liens avec des partenaires hors de France, encore faut-il que ces partenaires eux-mêmes survivent à la crise. C'est

précisément l'objet de ce fonds de solidarité dont s'est doté le Défap.



Un étudiant de l'UPRECO et sa famille. L'UPRECO, partenaire du Défap, est une Université protestante présente à Kananga (RDC)

© Défap

Les commerces de proximité, les entreprises ne pouvant recourir au télétravail, les relations de voisinage, l'aide aux plus fragiles : la liste serait interminable de toutes les activités, de tous les secteurs frappés par la pandémie de Covid-19. Avec, en réponse à cette crise inédite, de nouvelles solidarités qui se mettent en place... Les Églises ne font pas exception. Les restrictions imposées par les mesures sanitaires ont empêché les réunions, stimulant les autres modes de mise en relation : pour ne citer qu'un exemple, certaines, déjà présentes sur internet avec des cultes en ligne, ont vu leur nombre de connexions décupler, atteignant ainsi des publics inédits... «Si la crise sanitaire a profondément déstabilisé les cultes et leurs fidèles, souligne

ainsi un [rapport sénatorial du 2 juillet 2020](#), elle a aussi révélé une grande capacité d'adaptation aux circonstances et d'imagination, afin de conserver le lien entre les membres de la communauté (...) Bien plus significative est la mobilisation des fidèles, communautés locales, associations caritatives ou établissements d'enseignement pour venir en aide aux personnes les plus fragiles tout au long du confinement.»

La crise a néanmoins accru les fragilités, en France comme ailleurs. De nombreux acteurs du monde associatif ont vu leurs projets stoppés... et leurs financements suspendus. Or, pour beaucoup d'associations, le soutien aux projets participe aussi aux frais de personnel : sans projet financé, celles et ceux qui sont censés les gérer risquent de ne plus être payés... Voilà pourquoi, dans notre pays, en plein confinement, le Premier ministre avait diffusé une [circulaire rappelant le rôle de soutien aux associations des autorités publiques](#), et définissant des règles de bonnes pratiques de gestion des subventions. La plateforme d'ONG Coordination Sud, dont est membre le Défap, vient pour sa part de [lancer une campagne pour interpeller les députés](#) sur les besoins des associations.

La crise sanitaire et ses conséquences financières



Un autre partenaire du Défap : aperçu des bâtiments de la faculté de théologie de Kaélé (Cameroun) © Défap

Ce qui est vrai en France l'est d'autant plus au-delà de nos frontières. Et nombre de partenaires du Défap connaissent des situations au moins aussi dramatiques. Avec comme facteur aggravant, le plus souvent, l'absence de financements publics. La crise sanitaire a ainsi frappé bien plus brutalement certaines Églises du Sud. Pour une œuvre d'Église (dans le domaine de la santé, par exemple) dépendant de financements internationaux, l'arrêt de ces financements pour cause de projets suspendus a pu avoir des effets dramatiques. Même problème pour des centres de formation théologique dont le financement est assuré par les frais d'inscription des étudiants – étudiants qui n'ont pu être accueillis en cette période de crise... Voilà pourquoi le Défap s'est doté d'un «fonds d'urgence Covid-19». Le principe en a été approuvé lors du Conseil du 10 octobre 2020 ; il sera géré sous la

responsabilité du Bureau et du Secrétaire général. Il a pour but de soutenir en priorité des partenaires dont le fonctionnement même pourrait être menacé par la crise sanitaire, puisqu'ils pourraient perdre une partie de leur personnel faute de pouvoir le rétribuer. Et ce fonds d'urgence est financé notamment par le report de financements destinés à des missions qui n'ont pu avoir lieu, pour cause de fermeture des frontières. Parmi les premiers bénéficiaires figurent une demi-douzaine d'institutions avec lesquelles le Défap est en lien, présentes notamment en Afrique centrale, mais aussi dans l'océan Indien.

Au-delà de ce fonds, qu'en est-il aujourd'hui des relations par-delà les frontières ? Et qu'en est-il d'un organisme comme le Défap, dont le cœur de mission (qu'on l'écrive avec « m » ou avec « M ») est justement, dans le monde protestant, d'entretenir les liens entre Églises d'ici et de là-bas, «du bout du banc au bout du monde» ? Face à des déplacements internationaux réduits au strict minimum, là encore, il a fallu s'adapter pour maintenir les relations. Que ce soit à travers les envoyés (en dépit des retours anticipés pour cause de crise sanitaire, le Défap a encore aujourd'hui une vingtaine d'envoyés en mission longue, VSI ou pasteurs, présents dans une douzaine de pays) ou par les contacts directs avec des partenaires institutionnels (Églises ou œuvres d'Église, centres de formation théologique...). Avec l'idée que ces relations représentent une richesse à préserver. Plus que jamais, en ces périodes de restriction des déplacements, entretenir les liens est nécessaire pour éviter la tentation du repli.

Trente ans de relations Défap/Secaar sur Fréquence Protestante

Les actions du Défap se conçoivent avant tout au sein d'un écosystème fait d'Églises et d'institutions liées aux Églises. Exemple avec le Secaar (Service Chrétien d'Appui à l'Animation Rurale), dont le Défap est l'un des membres fondateurs, et qui regroupe aujourd'hui 19 Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe. Développement holistique, charte de genre, compensation carbone : sur Fréquence Protestante, les deux délégués du Défap au Secaar, Laura Casorio et François Fouchier, ont détaillé quelques-uns des enjeux de ce réseau.



Le bureau du Secaar

Depuis l'origine, la notion de réseau est une part fondamentale de l'identité du Défap : sa création en 1971

a coïncidé avec celle de la Cevaa, Communauté d'Églises en Mission au sein de laquelle prennent place une large part de ses actions ; il se présente comme le service missionnaire commun de plusieurs Églises protestantes de France (actuellement trois, depuis les créations de ces deux unions d'Églises que sont l'UEPAL et de l'EPUDF, mais leur nombre est allé jusqu'à cinq) ; et il entretient depuis longtemps des relations étroites avec nombre de partenaires associatifs dans le monde protestant. Ses projets, qu'ils se développent dans le domaine de la santé ou de l'enseignement, les rencontres qu'il permet, à la fois par l'envoi et par l'accueil de personnes, ont essentiellement pour but d'entretenir le lien entre Églises par-delà les frontières. Il a contribué à la création d'organismes très divers, toujours dans le monde protestant, avec à chaque fois ce même souci de maintenir le lien et les relations solidaires. Une conception qui permet au Défap d'être présent en de nombreux lieux, et partie prenante de nombre d'actions – même si cette présence reste parfois discrète.

Exemple avec le Secaar. Le Secaar, c'est déjà une trentaine d'années d'histoire et d'expériences, une approche bien spécifique mêlant étroitement spiritualité et solidarité ; et c'est aussi une organisation dont le Défap est membre fondateur, et avec lequel il entretient des liens suivis. Le Défap a ainsi deux délégués au sein du Secaar : Laura Casorio, responsable des envoyés au sein de l'équipe des permanents du Service Protestant de Mission, et François Fouchier. Ils apportent, l'une son expérience de l'envoi de personnes, l'autre ses préoccupations environnementales et son expérience du développement durable, et plus particulièrement en tant que délégué régional du Conservatoire du Littoral. Tous deux ont eu l'occasion de revenir sur les spécificités du Secaar à l'occasion de «Courrier de Mission», l'émission du Défap sur Fréquence Protestante, le 23 septembre dernier.

Le Secaar, avec Laura Casorio et François Fouchier

Courrier de Mission – le Défap

Émission du 23 septembre 2020 sur Fréquence Protestante

Au cours de cette émission, les deux délégués du Défap au Secaar ont ainsi pu revenir sur l'aspect novateur de ce réseau, qui regroupe aujourd'hui 19 Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe. Avec par exemple toute sa réflexion sur le développement holistique – une terminologie qui se réfère à des préoccupations que d'autres milieux d'Églises regroupent aussi sous le terme de «Mission intégrale». Le Secaar s'efforce en effet de promouvoir une vision dans laquelle les questions liées à l'économie et au développement sont en prise directe avec les questions de spiritualité : les deux ne s'opposent pas ; l'être humain est envisagé dans sa globalité, avec des besoins à la fois matériels et spirituels. Une perspective qui explique à la fois le mode de fonctionnement et nombre d'activités du Secaar : le réseau s'implique dans des actions de lutte contre la pauvreté, dans l'accompagnement d'organismes et de communautés qui s'engagent concrètement dans la protection de l'environnement, dans la promotion d'une agriculture durable, dans le respect de la dignité humaine... Dans son fonctionnement, il a dès son origine refusé tout déséquilibre entre ses partenaires du Nord et du Sud, ce qui s'est traduit dans sa gouvernance : chaque organisme participant a une voix, le siège du Secaar a été volontairement placé en Afrique, au Togo... Comme le souligne le Suisse Roger Zürcher, qui fut vice-président du réseau, «le plus souvent, les ONG du Nord possèdent des branches en Afrique. Le Secaar, lui, a de longue date son bureau à Lomé, et c'est une volonté de mettre plus de forces là-bas qu'ici». L'accent mis sur la dignité humaine s'est aussi traduit par la volonté d'intégrer dans ses statuts l'égalité des femmes et des hommes, mais aussi par la rédaction d'une charte que le Secaar a demandé à ses membres

et partenaires d'entériner.

Les actions du Secaar se déploient ainsi selon cinq axes de travail : le développement intégral (considérer l'être humain comme une créature avec des besoins matériels mais également relationnels et spirituels), l'agroécologie (maintenir les équilibres des écosystèmes), le climat et l'environnement (système alimentaire mondial plus juste, avec respect de l'environnement), les droits humains (promotion de la dignité humaine et accès équitable aux ressources), et la gestion de projet (accompagnement et/ou suivi). Au-delà de son soutien aux ONG ou Églises membres, le Secaar cherche à apporter une réflexion théologique aux acteurs de développement et une réflexion sur le développement aux théologiens. Des actions pour lesquelles il travaille en collaboration régulière avec le Défap et son homologue suisse, DM-échange et mission : le Défap a, par exemple, envoyé la bibliste Christine Prieto pour travailler sur un cycle de formations bibliques, qui a abouti à l'édition d'un ouvrage conçu pour aider des groupes à réfléchir sur la question du développement dans une perspective biblique. DM fournit pour sa part un appui régulier à la communication du Secaar.

Retrouvez ci-dessous quelques témoignages en vidéo illustrant la diversité des actions et des partenariats du Secaar :

Cameroun : des médicaments pour Bafia

Des cartons de médicaments : au Cameroun, dans la région de Bafia, voilà qui peut sauver des vies. Ces produits ont pu être acquis par l'équipe du médecin chef Diane Metchoum, responsable de l'hôpital de Donenkeng et de son annexe de Messangsang, grâce aux dons des Églises de France. Un témoignage encourageant en dépit des restrictions de circulation dues à l'épidémie de Covid-19.



Une infirmière pose près des colis de médicaments achetés grâce aux dons des Églises de France © Défap

Que deviennent les projets, que deviennent les relations d'Églises ou avec les œuvres d'Églises par temps de pandémie, lorsque les mesures sanitaires prises pour lutter contre la propagation du Covid-19 poussent à refermer les frontières ?

Ces relations se poursuivent, parfois sous d'autres formes. Et elles continuent à donner du fruit. Un exemple avec ces photos qui nous parviennent du Cameroun – et plus précisément de Bafia, dans le centre du pays. Les cartons auprès desquels posent une infirmière et le médecin chef Diane Metchoum contiennent des médicaments achetés grâce aux dons des Églises de France. Des dons destinés à soutenir l'hôpital de Donenkeng et son annexe de Messangsang à Bafia, qui font partie des œuvres médicales de l'EPC, l'Église presbytérienne du Cameroun. Les médicaments ainsi acquis représentent un apport précieux pour ces structures de santé, confrontées

quotidiennement aux difficultés matérielles, et peuvent sauver des vies.

Voilà de nombreuses années que les relations entre les protestants de France et ces hôpitaux de l'EPC sont entretenues via le Défap. Et ces relations qui s'inscrivent dans la durée sont précisément une garantie de solidité face aux crises comme celle que représente la pandémie de Covid-19 – quand beaucoup d'actions humanitaires, inscrites dans un temps plus court et dans une logique de projets, ont été purement et simplement stoppées par la fermeture des frontières.



À droite sur la photo, le médecin chef Diane Metchoum © Défap

Passage de témoin à Bafia

Les activités de l'hôpital de Bafia avaient été particulièrement mises en avant par le Défap il y a un an, en octobre 2019, à l'occasion de l'opération Hope 360 – une course solidaire organisée à Valence à l'initiative d'ASAH, collectif des acteurs chrétiens de l'humanitaire. Mais au-delà de l'écho donné aux actions de cette structure de l'EPC, et de son médecin-chef d'alors, le docteur Célin Nzambe, au-delà des dons récoltés à l'occasion de cette course, le soutien à cet hôpital témoigne de relations qui se sont tissées dans le temps. Elles avaient commencé à Nkoteng, une ville sur le bord du fleuve Sanaga, à l'est de Bafia, avec un projet alors porté par le docteur Célin Nzambe : réhabiliter des hôpitaux tombés en quasi-désuétude. Originaire de République Démocratique du Congo, envoyé au Cameroun par la Cevaa (Communauté d'Églises en mission, une communauté de 35 Églises présentes sur cinq continents et dont font partie les Églises constitutives du Défap), Célin Nzambe avait découvert sur place la situation difficile de nombreuses structures hospitalières du pays. Confrontés à l'absence de financements publics et à l'absence d'assurance-maladie, ces hôpitaux n'ont d'autre choix, pour acheter du matériel, des médicaments, entretenir leurs locaux et payer leur personnel, que de facturer les soins aux patients ; avec le risque, pour les structures accueillant les populations les plus modestes, de ne jamais pouvoir équilibrer leur budget et de périr.



Après l'opération Hope 360, remise de l'enveloppe contenant les dons pour l'hôpital de Bafia, en novembre 2019 © Défap

Célin Nzambe avait donc décidé de rester sur place après la fin de sa mission pour remettre en état certaines de ces structures à l'état de quasi-abandon faute de subsides, avec ce constat simple : «Pour pouvoir soigner les gens, il faut d'abord soigner les hôpitaux». Après Nkoteng, et toujours avec le soutien du Défap, il s'était attelé à Bafia. Les relations avec les protestants de France s'étaient faites plus étroites : envoi sur place d'une infirmière française, Patricia Champelovier, membre de l'Église protestante unie de France à Valence, qui devait dès lors plaider la cause des hôpitaux camerounais dans sa paroisse ; séjours successifs du docteur Jean-Pierre Perrot, cardiologue protestant de la région rochelaise, à l'occasion de missions courtes organisées par le Défap... Mission longue d'Aurélié Chomel, envoyée du Défap, pour assister le docteur Célin Nzambé ; mission courte de Patricia Champelovier et Jean-Marc Bolle pour aider à la rénovation des bâtiments...

Aujourd'hui, Célin Nzambé n'est plus à Bafia. Il est médecin

chef de l'hôpital de Djoungolo. Mais celui qui se définit comme «médecin missionnaire» n'en reste pas moins en lien avec le Défap, comme le montre [ce témoignage diffusé en septembre](#), et faisant le point sur les effets de la pandémie de Covid-19 au Cameroun. C'est le médecin chef Diane Metchoum qui lui a succédé, ayant la responsabilité de l'hôpital de Donenkeng et son annexe de Messangsang. Le soutien à l'hôpital de Bafia se poursuit. Le lien avec les protestants de France est entretenu.



L'hôpital de Bafia, géré par l'EPC : une structure hospitalière, mais aussi un témoignage de l'EPC au sein de la société camerounaise © Défap

Appel à la solidarité pour le Liban

Au nom de sa foi et fort des nombreux liens qui

l'unissent aux partenaires libanais, le protestantisme français dans son ensemble veut se mobiliser à la suite de l'explosion du 4 août qui a eu lieu Beyrouth.

FONDATION DU PROTESTANTISME



Par ses membres et toutes ses Églises, par ses œuvres, ses associations et ses fondations, il lance aujourd'hui un appel à don.

Plus qu'une aide ponctuelle, cette solidarité s'inscrit dans une longue histoire et un avenir à construire. Elle veut signifier la poursuite d'un témoignage commun, celui d'un christianisme engagé dans la société en vue de la consolation, de la réparation, et de la reconstruction d'une vie solidaire, démocratique et signe d'une espérance imprenable malgré toutes les épreuves.

[Donnez à Solidarité protestante](#)

Pour faire un don par chèque, l'envoyer à :

[Solidarité protestante](#)

Fondation du protestantisme

47 rue de Clichy, 75009 Paris

En précisant au dos de celui-ci « LIBAN » pour que les fonds soient correctement affectés.

Vous pouvez aussi lire le témoignage de Soledad sur le fil d'actualité de la page Facebook du Défap. Rentrée en France le 6 août, elle était en mission au Liban comme VSI Défap, en collaboration avec la FEP (Fédération de l'entraide protestante) pour travailler au projet des couloirs humanitaires.

Emmanuel Macron sur RFI : « nous devons la solidarité à l'Afrique... »

Le Président Emmanuel Macron était l'invité de RFI mardi matin pour expliquer sa stratégie suite à son appel pour l'annulation de la dette africaine. Dans cet entretien, il évoque aussi la situation militaire au Sahel et l'appel du secrétaire général de l'ONU à une trêve dans tous les pays en guerre.

Pour écouter le podcast : [interview 14 avril 2020 Emmanuel Macron sur RFI](#)

Solidarité protestante attend vos dons

François Clavairolly, président de la Fédération protestante de France, lance un appel au don pour soutenir les actions de solidarité des organisations protestantes face à la crise sanitaire du Covid-19. Pour participer, cliquer ici : [don solidarité protestante](#)

Chers amis,

Chers frères et sœurs,

La tragédie liée à la diffusion du virus Covid-19 qui frappe tous les pays du monde appelle une réponse solidaire et urgente de notre part. Il s'agit d'une pandémie face à laquelle nous ne pouvons pas rester inactifs et devant laquelle nous voulons manifester ensemble notre action et notre espérance.

Dans les paroisses, dans les associations, un élan de générosité s'est manifesté dès le premier jour, et a mis en lumière une fraternité concrète. Il importe de soutenir ces structures en s'engageant dans la prière, dans l'action bénévole ou encore dans le soutien financier.

Avec Solidarité Protestante, nous savons combien, les Églises, les Œuvres, les Fondations, les ONG et les associations font appel en ce moment-même à chacun de vous, dans cette situation exceptionnelle de crise et d'urgence. C'est pourquoi nous vous encourageons à tenir ferme vos engagements auprès de chacun d'eux, et nous vous exprimons notre reconnaissance à l'avance pour votre générosité qui pourrait s'exprimer également pour Solidarité Protestante.

Nos partenaires ont témoigné de situations dramatiques, des actions d'aide d'urgence sont en cours. « Solidarité Protestante » s'engage déjà et a besoin de vous pour continuer à agir.

- le milieu hospitalier et médico-social, les acteurs de santé ont besoin des protections spécifiques pour accompagner au mieux les personnes accueillies.
- Des associations d'entraide et de soutien aux plus vulnérables font face à des demandes exceptionnelles et doivent démultiplier leurs actions notamment d'assistance alimentaire et d'aide aux personnes âgées confinées, dans un souci de protection et d'accompagnement de leurs bénévoles.
- Dans nos églises et nos familles, l'accompagnement dans le deuil est bouleversé et les services d'aumôneries doivent adapter leurs outils, notamment de

télécommunication, pour répondre au mieux aux attentes de chacun.

- A nos frontières, pour ceux touchés par l'exil, pour ceux qui ne disposent pas d'un accès au soin, des ONG s'engagent pour endiguer la propagation du virus.

Ces acteurs en premières lignes attendent notre soutien.

Ils ont reçu ce message du prophète par lequel l'Eternel rappelle son soutien, et ils l'ont entendu. Ils désirent vous le faire partager :

« Tu es précieux à mes yeux. N'aie pas peur car je suis avec toi » Es 43, 4-5.

Que ces mots de paix et d'encouragement qui rappellent que nous sommes accompagnés même dans les moments les plus difficiles, soient enracinés dans vos cœurs.

Recevez, chers amis, nos meilleurs messages,
Fraternellement en Christ,

François Clavairoly.

Président du comité des appels d'urgence de la Fondation du Protestantisme

Président de la Fédération protestante de France.

source : [communiqué de la Fédération protestante de France](#)

Écologie dans les Églises de France : où en est-on ?

Il y a, bien sûr, le label Église Verte. Le thème

synodal de l'EPuDF, centré sur l'écologie. Le tout nouveau «chargé de mission pour la justice climatique» de l'UEPAL. Et la commission Écologie et Justice climatique de la FPF. Sans compter bon nombre d'initiatives locales... En France, le milieu des Églises protestantes témoigne d'une claire conscience des enjeux et des défis de la sauvegarde de la création. Et au Défap, comment cette problématique est-elle prise en compte ?



Cultiver notre jardin... Une initiative locale présentée sur la page Facebook d'Église Verte © DR

La COP 25, qui se tient du 2 au 13 décembre à Madrid, voit une nouvelle mobilisation des ONG et de la société civile dans le domaine de la protection de l'environnement. Un combat qui n'est désormais plus extérieur aux Églises. Ainsi, en France, la conscience des gestes quotidiens ou des actions de solidarité à lancer pour aider à sauvegarder la création, ou pour plus de justice climatique, est bien présente à travers de multiples initiatives. Pour 2020, l'Église protestante unie

a ainsi inscrit à son prochain synode national le thème de l'écologie. Dans cette optique, les Églises locales et paroisses ont été invitées à travailler sur le thème : [«Écologie : quelle\(s\) conversion\(s\) ?»](#), qui s'est retrouvé en cette fin d'année au centre des divers synodes régionaux qui se sont tenus [tout au long du mois de novembre dans chacune des neuf régions de l'EPUdF](#). L'UEPAL a créé un poste de «chargé de mission pour la justice climatique», occupé depuis le 1er septembre par le pasteur Jean-Sébastien Ingrand.

Depuis 2015, la Fédération Protestante de France a mis en place une démarche de plaidoyer et a créé une [commission Écologie et Justice climatique](#), présidée par [Martin Kopp](#). Le [Défi Michée](#) porte quant à lui des appels très concrets liant écologie et justice sociale. On peut citer encore le mouvement [Chrétiens unis pour la terre](#), qui a co-organisé les Assises chrétiennes de l'écologie à Saint-Étienne, ou la démarche initiée par le label [«Église verte»](#).



L'accueil du site egliseverte.org

Au Défap, des préoccupations très concrètes

Face à ces nombreuses initiatives centrées sur la sauvegarde de la création, le Défap agit dans le domaine de l'écologie comme il le fait pour beaucoup d'autres thématiques : en réseau, et d'une manière essentiellement concrète, la

réflexion étant indissociable de l'action. Il faut ainsi souligner que le Défap est en lien, en réseau avec de nombreuses Églises du Sud (Afrique ou Océan Indien) ; et que dans ces pays, les Églises ont un rôle social qui va très au-delà de celui généralement admis pour les Églises en France. Elles ont leurs écoles, leurs hôpitaux, leurs projets... et occupent des rôles dans la société qui, dans notre pays, reviendraient plutôt au milieu associatif. Les Églises sont donc directement en prise avec les problèmes les plus criants de la société ; et dans de nombreux pays du Sud, les défis climatiques sont, non pas une source d'inquiétude pour l'avenir, mais un problème majeur aujourd'hui même. On peut penser à la manière dont la désertification progresse dans les régions sud-sahéliennes, aux problématiques de déforestation à Madagascar (aggravées par des trafics encouragés par la corruption ambiante) ou encore à des phénomènes météo extrêmes comme ceux qu'a pu connaître le Mozambique, frappé cette année en mars, puis en avril par deux tempêtes dont chacune avait revêtu une ampleur inédite dans l'histoire du pays. De par ces relations, le Défap a été logiquement amené à soutenir des réflexions et des projets directement en prise avec les questions environnementales.

Le Défap est ainsi un des membres fondateurs du Secaar, (Service chrétien d'appui à l'animation rurale), un réseau de dix-neuf Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, présent dans une douzaine de pays. Le Secaar cherche à promouvoir l'être humain dans toutes ses dimensions : spirituelle, sociale et matérielle. Ses actions se déploient selon cinq axes de travail : le développement intégral (considérer l'être humain comme une créature avec des besoins matériels mais également relationnels et spirituels), l'agroécologie (maintenir les équilibres des écosystèmes), le climat et l'environnement (système alimentaire mondial plus juste, avec respect de l'environnement), les droits humains (promotion de la dignité humaine et accès équitable aux ressources), et la gestion de projet (accompagnement et/ou

suivi). Des priorités et des axes de travail qui trouvent de forts échos aujourd'hui dans toute la réflexion développée au sein des Églises sur la justice climatique.

La formation et la valorisation des compétences au service du développement intégral, marque distinctive du Secaar

La préoccupation de la sauvegarde de l'environnement se retrouve à travers un certain nombre de projets récents du Défap : c'est le cas du soutien apporté à l'association Abel Granier, qui intervient en Tunisie sur les problématiques de désertification. L'association apporte son aide à différents acteurs de terrain : exploitations agricoles, coopératives et fermes écoles. Elle soutient aussi des étudiants en agronomie et les aide à s'installer comme agriculteurs sur des terres à réhabiliter. Ces actions sont menées en concertation, entre chrétiens et musulmans, par le biais d'une réflexion théologique sur la Création et sur la place du monde végétal dans la société. L'origine de l'association est une expérience du pasteur Abel Granier qui, de 1953 à 1969, avec le soutien de sa femme Jane Olivès, botaniste formée à la connaissance des plantes méditerranéennes, a réhabilité entièrement une ferme en zone semi-aride en Tunisie. L'association proprement dite est née ensuite en 2001, grâce à des personnes qui

voulaient participer à une véritable transmission de ces savoirs et savoir-faire. Aujourd'hui, l'association met en œuvre une formation pratique et continue pour une agriculture respectant l'environnement, pour la préservation des sols vivants, et pour le bien être des hommes et des femmes.

Cas similaire pour le partenariat établi avec l'ALCESDAM, Association pour la Lutte Contre l'Érosion, la Sécheresse et la Désertification au Maroc, qui depuis trente ans intervient dans les zones de palmeraies de la province de Tata. Ses objectifs sont de natures multiples : améliorer l'accès à l'eau pour l'agriculture dans le respect de l'environnement, lutter contre le déclin des palmeraies, créer une activité génératrice de revenu via l'élevage, promouvoir les produits du terroir et intégrer la femme rurale dans le tissu social. Le Défap a soutenu cette association notamment à travers des envoyés. Il est à noter que l'Église Évangélique du Maroc, partenaire du Défap, est membre fondateur de cet organisme. Ce qui illustre bien le rôle des Églises dans de nombreux pays du Sud en proie aux défis du réchauffement climatique : les défis sociaux concernent directement les Églises...

Des projets et des réflexions : les «mini-forums»

Présentation du projet Beer Shéba

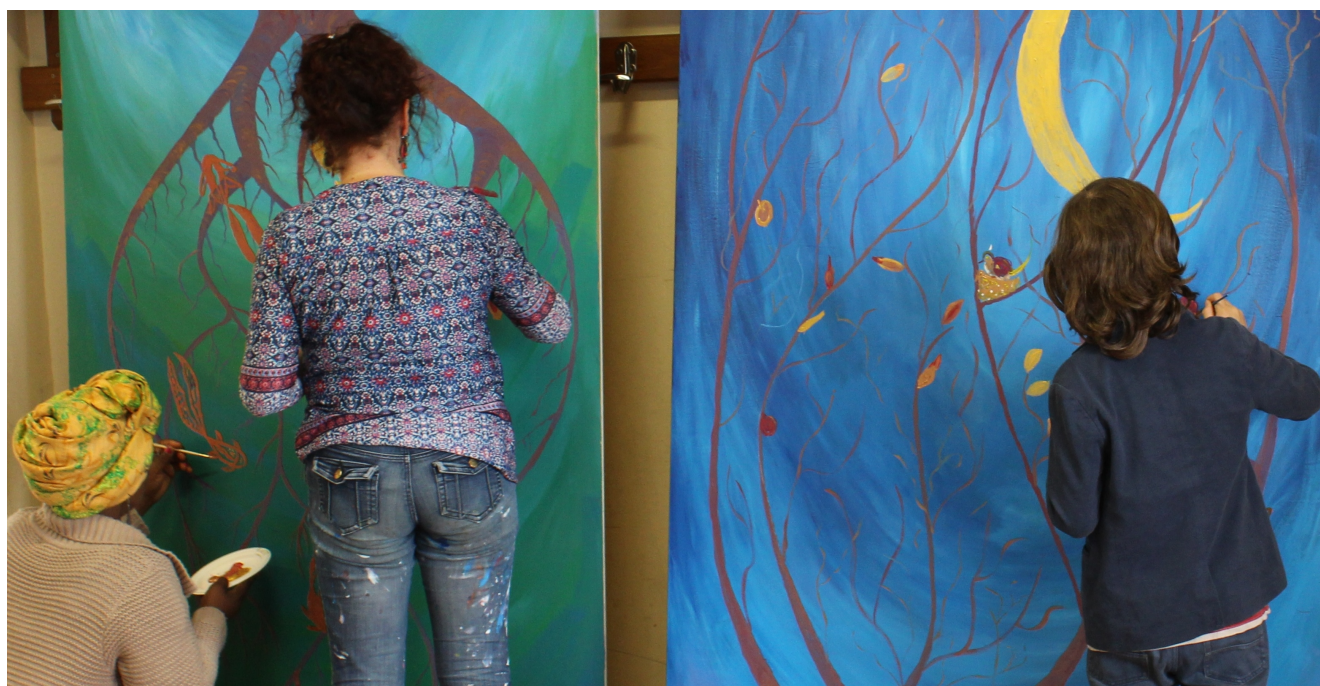
Le Défap a aussi régulièrement des envoyés au sein du projet Beer Shéba à Fatick, au Sénégal, centré sur l'agro-foresterie durable. Ses fondateurs sont Heesuk et Eric Toumieux, présents au Sénégal depuis une vingtaine d'années. Ils ont été envoyés du Défap en VSI de 2009 à 2015 pour Eric et à partir de 2015 pour Heesuk. L'association Beer Shéba, fondée il y a une quinzaine d'années avec des pasteurs de l'Église La Porte Ouverte, à Mulhouse a plusieurs objectifs : un projet de conservation de la nature, de reforestation d'une zone totalement déserte, de soin de la biodiversité ; un centre de formation qui accueille des jeunes de tout le Sénégal et de toute la sous-région, avec l'objectif affiché par l'association Beer Shéba de devenir un centre de ressources pour l'agriculture rurale dans le Sahel ; un espace de production de poudre bio de Moringa.



*L'équipe des organisateur du «mini-forum» de Condé-sur-Noireau
entourant Florence Taubmann, du Défap © EPuDF*

Cet aspect de réseau, d'écosystème, d'interactions, et ces relations établies avec des Églises directement aux prises avec les pires effets des changements climatiques, expliquent que le Défap ait pu inscrire les questions de sauvegarde de la création dans son programme de travail établi en 2015, et qui a été prolongé jusqu'en 2020. Il énonce ainsi : «Nous invitons chaque personne, quels que soient ses origines ou son passé, à participer avec nous à la mission de Dieu qui est de travailler à la transformation et à la réconciliation de la Création tout entière, notamment en portant les préoccupations écologiques contemporaines.» Chaque personne, cela veut donc dire : ici, comme là-bas. Et cette préoccupation, déjà visible dans nombre de projets, trouve aussi sa traduction en France dans les forums régulièrement organisés par le Défap. Il y a en moyenne un «grand» forum organisé tous les quatre ans (le prochain, qui aura lieu à Sète en 2020, tournera autour des enjeux de la mission aujourd'hui et de la refondation du

Défap) ; et plus récemment, le Défap a initié des «mini-forums» – non pas petits par leur ambition ou leur thématique, mais simplement pour signifier qu'ils sont organisés, non au niveau national, mais au niveau régional ou consistorial. Les préoccupations environnementales y ont toute leur place. C'était déjà le cas lors du «mini-forum» du Défap en région CAR, organisé en octobre 2018 avec le réseau Bible et création. Pratiquement un an plus tard, fin septembre 2019, les questions liées à l'environnement et à la sauvegarde de la création se sont retrouvées au centre du forum organisé à Condé-sur-Noireau pour la région Normandie, et qui tournait autour d'un thème directement inspiré d'une citation de Gandhi : «Vivre simplement pour que d'autres puissent simplement vivre». L'occasion pour les participants de s'interroger sur leur engagement en faveur de la création. Et sur ses implications concrètes et quotidiennes. Comment avoir un discours qui ne cache pas la gravité des enjeux, mais qui puisse en même temps motiver au lieu de décourager ? Parmi les intervenants chargés d'introduire les débats devant la centaine de participants, on pouvait noter par exemple la présence de Martin Kopp...



Peinture réalisée lors du forum de Condé-sur-Noireau, organisé en partenariat avec le Défap (septembre 2019) © Défap

COP 25 : #Time for action

«#Time for action» – le moment d’agir : c’est le slogan choisi en ce début décembre pour la COP 25, rendez-vous réunissant des représentants de près de 200 États et destiné à faire le point sur les engagements internationaux en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Des préoccupations que devraient porter nombre de représentants de la société civile, en dépit de la délocalisation du sommet, initialement prévu au Chili, à Madrid ; et au sein des Églises aussi, les plaidoyers ou les actions en faveur du climat s’organisent.



District de Kurigram, nord du Bangladesh : un enfant patauge

*dans les eaux sur le chemin de l'école lors des inondations
d'août 2016. © UNICEF/Akash*

L'Ifema, au Campo de las Naciones, à Madrid : c'est là, dans ce vaste bâtiment disposant de 200.000 m² de surface utile, que se tient pendant un peu moins de deux semaines la COP 25, la 25ème Conférence des Parties, censée coordonner les efforts internationaux en matière de lutte contre le réchauffement climatique. Un rendez-vous délocalisé en urgence : prévu à l'origine au Chili, il a dû trouver un nouveau pays d'accueil du fait des forts mouvements de contestation sociale lancés dans ce pays. Au pied levé, l'Espagne s'est proposée – proposition acceptée par l'Onu ; avec à la clé un défi pour le pays organisateur, qui disposait d'un mois à peine pour organiser l'événement, alors même que des élections législatives avaient lieu le 10 novembre ; et un problème quasi-insoluble pour un bon nombre des 25 000 délégués initialement attendus à Santiago, en particulier des milliers de participants issus de la société civile venus assister aux débats et tenter d'influencer les négociateurs officiels. Pour l'ONG internationale ActionAid, la relocalisation de la COP «présente de réels obstacles à la participation de pays du Sud et de la société civile», notamment concernant les visas et les coûts. D'où le risque que les plus concernés par le changement climatique soient justement les plus mal représentés à cette COP 25... Mais au-delà d'ActionAid, nombre d'observateurs craignent que ce rendez-vous ne soit pas à la hauteur de l'urgence, en dépit du slogan choisi : «#Time for action»: le moment d'agir.



L'Ifema, à Madrid © Wikimedia Commons

L'accord de Paris de 2015 prévoyait que les quelque 200 pays signataires révisent d'ici fin 2020 leurs engagements de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Pour l'instant, 68 pays se sont engagés à revoir à la hausse ces engagements. Mais en dépit de leur nombre, ils ne représentent que 8% des émissions mondiales. Les principaux concernés, comme la Chine ou l'Union Européenne, n'ont pas encore dévoilé leur position ; quant aux États-Unis, ils ont confirmé leur retrait de l'accord de Paris l'an prochain.

Les questions environnementales ne sont plus du seul ressort des spécialistes ou des militants

Et entre-temps, les émissions de CO₂ augmentent dans le monde. Selon le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), l'objectif de rester sous les 2°C de réchauffement n'aurait une chance d'être atteint qu'en restant en-deçà de la barre des 450 ppm de CO₂ – cette unité en «parties par million» étant ce qui permet de mesurer la concentration d'un gaz dans l'atmosphère. Or, le dernier

record en la matière a été enregistré le 15 mai dernier par l'Agence américaine NOAA (National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA) à Hawaï : 415,64 ppm. Il y a 11 ans, en 2008, ce taux était inférieur de 25 ppm. Autant dire qu'à ce rythme, la barre des 450 ppm de CO₂ sera allègrement dépassée avant 20 ans. Alors qu'avant l'ère industrielle, le taux de concentration du CO₂ dans l'atmosphère oscillait autour des 280 ppm. Les rejets industriels étant aggravés par la déforestation, puisque les végétaux fixent le carbone de l'atmosphère ; avec comme conséquence supplémentaire un recul drastique de la biodiversité, car avec les forêts qui disparaissent, ce sont autant d'espèces animales et végétales qui déclinent. En 2018, 12 millions d'hectares de forêts tropicales ont disparu. Pour la seule forêt amazonienne, ce sont 1,3 million d'hectares qui ont disparu l'an dernier. Les effets du changement climatique se font désormais sentir partout, y compris dans les zones tempérées : en témoigne la canicule inédite qu'a connue la France au cours de l'été 2019, avec des températures jamais enregistrées depuis qu'il existe des relevés internationaux, c'est-à-dire depuis 1880. Ainsi, le 28 juin dernier, c'est un record de 46,2 degrés qui a été enregistré à Verargues, dans l'Hérault. Il y a vingt ans seulement, un tel événement aurait paru relever de la science-fiction. Mais il ne s'agit plus de science-fiction...

Carte animée des anomalies de températures enregistrées au niveau mondial entre 1880 et 2017 © Nasa/Akash

Au Sommet Action Climat qui s'est tenu fin septembre au siège des Nations Unies à New York, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a lancé un vibrant appel à l'adresse des dirigeants du monde, leur rappelant qu'ils avaient l'obligation «de tout faire pour mettre fin à la crise climatique». Lors de la Conférence de Bonn sur le changement climatique (SB50), en juin dernier, Patricia Espinosa, Secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), a prévenu que la communauté internationale doit se «montrer à la hauteur de (sa) responsabilité collective» et veiller à ce que l'ambition de l'action pour le climat soit rehaussée dans la mesure du possible «afin que les pires conséquences du changement climatique soient évitées». Et d'insister : «Nous ne pouvons plus nous permettre des progrès graduels pour lutter contre le changement climatique – nous devons procéder à des changements profonds, transformationnels et systémiques dans l'ensemble de la société, ce qui est crucial pour un avenir à faibles émissions, hautement résilient et plus durable».

Alors que les conséquences des changements climatiques, de la

déforestation, de l'épuisement des ressources naturelles font peser des menaces sur l'avenir de toute l'humanité, et notamment des plus fragiles, les questions environnementales ne sont plus du seul ressort des spécialistes ou des militants écologistes. Les Églises s'en sont également saisies, aux côtés de nombreux mouvements citoyens. Au niveau international, les initiatives sont nombreuses ; et dans ces plaidoyers de chrétiens en faveur de la création, [l'implication du Conseil œcuménique des Églises](#) est particulièrement révélatrice : dès les années 1970, le COE a contribué à l'élaboration du concept de communautés durables. Depuis l'adoption, en 1992, de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, il est [présent à toutes les conférences de l'ONU sur le climat](#).